

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 1^{er} septembre 2014

Grand Conseil

5 2014.RRGR.802 Motion 153-2014 PS-JS-PSA (Aebersold, Berne) Retards dans l'introduction du MCH 2

N° de l'intervention: 153-2014
Type d'intervention: Motion
N° d'affaire: 2014.RRGR.802
Déposée le: 12.08.2014
Déposée par: PS-JS-PSA (Aebersold, Berne) (porte-parole)
Cosignataires: 8
Urgence accordée: le 05.06.2014

Retards dans l'introduction du MCH 2

Le Bureau est chargé de présenter au Grand Conseil un rapport contenant les informations suivantes :

1. Une présentation détaillée et transparente des conséquences du report de l'introduction du MCH2, en particulier en ce qui concerne
 - l'établissement du budget et du plan financier,
 - les caisses de pension PCB et CACEB,
 - la quote-part de l'endettement (évaluation et amortissement des biens),
 - les finances des communes,
 - d'autres conséquences possibles.
2. Le rôle et la responsabilité de la Direction des finances s'agissant des problèmes avec l'application informatique SIF.
3. La date depuis laquelle la Direction des finances sait qu'en raison de ces problèmes, le MCH2 ne peut être introduit pour le 1^{er} janvier 2015, et la date à laquelle le Conseil-exécutif en a été informé.

Développement

L'introduction du MCH2 n'est pas un simple changement de mise en page, c'est un changement radical dans la présentation des comptes du canton. Ce changement entraînera des conséquences pour la planification financière de ces prochaines années, pour le canton (bilan et comptes) comme pour les communes.

La raison du report de l'introduction du MCH2 est l'état lacunaire du logiciel SIF. La FIN a en effet omis d'effectuer les adaptations pourtant urgentes de ce programme en fonction de la complexité accrue des spécifications. On voit donc une fois de plus que dans le domaine des systèmes informatiques, le canton de Berne est à la fois mal organisé et imprévoyant, alors que les systèmes devraient avoir été uniformisés depuis belle lurette. C'est ce que montre également le rapport de l'audit indépendant de l'informatique dans le canton de Berne, mené suite à une motion de la CFin et de la CHS (233-2012).

Bon nombre de cantons ont déjà introduit le MCH2. Berne s'étant déjà trouvé sur la sellette dans le contexte de la politique financière suisse (RPT), l'image d'un canton qui traîne les pieds n'est pas près de changer.

Motivation de l'urgence :

Le report du MCH 2 peut entraîner des conséquences financières essentielles dont il faut tenir compte dans le processus d'établissement du budget 2015 et du plan intégré mission-financement 2016-2019. Le Grand Conseil doit avoir connaissance de ces éléments avant le débat financier en novembre prochain.

Réponse du Bureau du Grand Conseil

La motion charge le Bureau de rendre compte dans un rapport au Grand Conseil d'un certain nombre d'aspects liés à la responsabilité des retards pris dans l'introduction du nouveau modèle comptable harmonisé MCH2 et des conséquences qui vont en découler. L'intervention porte donc sur une affaire interne du Grand Conseil, et il incombe au Bureau d'y répondre (art. 61, al. 2, lit. b LGC).

La CFin s'est déclarée prête à examiner les différents points soulevés dans la motion. Si le Grand Conseil devait adopter ce texte, le Bureau du Grand Conseil chargerait la CFin de présenter le rapport demandé au Grand Conseil (art. 27, al. 2 RGC).

Dans ce qui suit, le Bureau renvoie aux indications de la CFin, qui expriment une position à laquelle il peut adhérer. Il est ainsi amené à proposer l'adoption du point 1 et le rejet des points 2 et 3 de la motion.

La CFin se déclare prête à admettre le point 1 de la motion et à présenter au Grand Conseil un rapport sur les conséquences du retard dans l'introduction du MCH2. Elle prévoit de présenter ce rapport dans un chapitre spécifique de son rapport sur le budget 2015 et le plan financier 2016-2018.

Les points 2 et 3 de la motion demandent que le rôle et la responsabilité de la Direction des finances dans le report de l'introduction du MCH2 soient analysés et que le temps écoulé avant que la Direction des finances ne décide d'informer le Conseil-exécutif soit établi. La Commission des finances souhaiterait que ce point soit rejeté.

Les problèmes que pose le SIF depuis un certain temps sont l'un des principaux éléments qui ont incité la CFin et la CGes (alors CHS) à déposer en 2012 la motion « Audit indépendant de l'informatique ». Le rapport, qui a été présenté dans l'intervalle, met l'accent sur le SIF, dont les experts recommandent le remplacement par un système courant de gestion intégrée (progiciel de gestion intégrée, PGI). A la session de juin 2014, les deux commissions de surveillance ont déposé une deuxième motion urgente (109-2014 « Audit indépendant de l'informatique: mettre les recommandations des experts en œuvre ») dans laquelle elles demandent que la priorité soit accordée à l'introduction d'un système PGI. Le Conseil-exécutif a examiné les conclusions du rapport et les demandes formulées dans la motion 109-2014, et il se propose de clarifier rapidement la question de l'introduction d'un système PGI. Ainsi, la thématique SIF et le remplacement du système sont actuellement en cours d'examen auprès des services compétents et il n'est donc pas nécessaire d'approfondir plus avant.

Si les points 2 et 3 sont adoptés malgré les recommandations de la Commission des finances, cette dernière se verrait dans l'obligation de requérir du Contrôle des finances un contrôle spécial de la Direction des finances. Il en résulterait auprès de toutes les parties concernées l'accaparement de ressources qui en réalité seraient mieux employées à la clarification de la suite dans la résolution du problème SIF. De plus, le fait que le Contrôle des finances se soit déjà saisi du problème dans son rapport sur les comptes 2013, qui est fort circonstancié, et qu'il en ait déjà informé la CFin militent contre l'engagement d'un contrôle spécial.

Proposition du Bureau:

Point 1: adoption

Point 2: rejet

Point 3: rejet

La présidente. Nous passons donc à l'affaire n°5, motion PS-JS-PSA, Retards dans l'introduction du MCH2. M. Michael Aebersold a la parole.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Zur Einführung von HRM2, dem harmonisierten Rechnungslegungsmodell, das aus den 80er-Jahren stammt. Ich möchte inhaltlich nichts dazu sagen, denn wir alle können ja am nächsten Montag an einer Veranstaltung der Finanzdirektion

teilnehmen, an der dies unter anderem Thema ist. Heute geht es um die Einführung. In einem älteren Bericht des Amts für Gemeinden und Raumordnung (AGR) von Mitte Mai 2010 konnte man lesen, das Modell solle für politische Gemeinden auf Anfang 2014 hin eingeführt werden, für Kirchgemeinden, Gemeindeverbände und Regionalkonferenzen per Anfang 2015 und für andere Körperschaften auf 1. Januar 2016. Offenbar läuft der Kanton Bern nun unter «andere Körperschaften». Im ersten Punkt – und ich bin sehr dankbar, dass das Büro und hoffentlich auch der Rat diesen annehmen will – geht es darum, die Auswirkungen anzuschauen. Dies insbesondere beim Thema Abschreibungen. Das gibt Änderungen, welche Auswirkungen auf Finanzpläne, Budgets usw. haben. Da bin ich sehr dankbar, wenn Sie mir in diesem Punkt folgen.

Zum zweiten Punkt. Hinsichtlich der ganzen Problematik mit FIS (Finanzinformationssystem) wird auf bereits bestehende Vorstösse verwiesen, und mir leuchtet ein, dass man hier nun nicht noch eine eigene Übung macht. Ich werde aber den Punkt 2 dennoch in ein Postulat wandeln, damit er nicht vergessen geht.

Ich komme zum dritten Punkt. Darin geht es um die leidige Frage, wer die Verantwortung trägt. Das ist bei der Thorberg-Affäre so, bei der nun die GPK hinschaut, es ist im Asylwesen so oder auch beim Spitalinvestitionsfonds. Für uns ist klar, wo gehobelt wird, fallen Späne. Es geht uns hier nicht darum, Schuldzuweisungen zu machen, sondern darum, Lehren aus Fehlern zu ziehen. Das kann man in diesem Fall wahrscheinlich mit null Aufwand erreichen. Dafür braucht es ein Gespräch, ein, zwei Sätze, und dann ist die Frage gemäss Punkt 3 geklärt. Die FiKo sagt, sie möchte die Punkte 2 und 3 nicht entgegennehmen. Eine Begründung fehlt. Aber es geht ja hier nicht darum, ob man jetzt will oder nicht, sondern um eine Notwendigkeit. Kolleginnen und Kollegen, ich muss wirklich sagen, ich verstehe es nicht, wenn man diesen dritten Punkt nicht überweist; wenn der Grosse Rat als eigentliches oberstes Aufsichtsorgan nicht mindestens wissen will, was nicht gut gelaufen ist. Das verursacht wirklich null Aufwand. Ich bitte Sie also, auch Punkt 3 als Motion zu überweisen.

La présidente. Pour le Bureau, M. le premier vice-président Marc Jost prend la parole.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Hier handelt es sich um ein ratseigenes Geschäft, für welches die Antwort vom Büro des Grossen Rats verfasst wurde. Dies in Absprache mit der FiKo, bei der Informationen zu diesem Geschäft eingeholt wurden. Als der Vorstoss im Büro behandelt wurde, haben wir ihn nur als Motion beurteilt, nicht als Postulat, in das Ziffer 2 nun gewandelt wurde. In der Motion wird das Büro des Grossen Rats eingeladen, dem Grossen Rat einen Bericht zur Verantwortung für die verspätete Einführung von HRM2 und zu deren Folgen vorzulegen. Grundsätzlich ist die FiKo bereit, sich mit den Motionsforderungen auseinander zu setzen, wie Sie der Antwort entnehmen konnten. Das Büro würde daher der FiKo den Auftrag zur Berichterstattung gehen, sollte der Grosse Rat dem so zustimmen.

Nun zu den verschiedenen Ziffern. Zu Ziffer 1: Die FiKo sieht vor, im Rahmen des Berichts zum Voranschlag 2015 und zum Aufgaben- und Finanzplan 2016–2018 hierzu ein separates Kapitel zu erstellen. Wenn der Rat Ziffer 1 annimmt, würde dies also in dieser Form umgesetzt. Die Umsetzung der Ziffern 2 und 3 lehnt das Büro hingegen ab. Der Motionär hat nun gesagt, dafür fehle ihm die Begründung. Es sind durchaus Begründungen vorhanden; Sie finden diese auch in der Antwort des Büros: Es wird darin auf verschiedene Vorstösse hingewiesen, die von unseren Aufsichtskommissionen gekommen sind; von der FiKo und damals noch von der OAK. Bei deren Behandlung wurde die Informatik und insbesondere eben auch FIS angeschaut, und es wurden Empfehlungen von externen Experten eingeholt. Diese werden derzeit umgesetzt, und das neue Enterprise Resource Planning (ERP) -System wird prioritär behandelt. Was geschähe, wenn der Rat den Ziffern 2 und 3 ebenfalls zustimmen würde? Es würde bedeuten, dass die Finanzkontrolle in der Finanzdirektion eine zusätzliche Sonderprüfung auslösen müsste. Diesen Mehraufwand hält das Büro des Grossen Rats nicht für verhältnismässig angesichts dessen, was dies in Aussicht stellt. Deshalb empfehlen wir, nur Ziffer 1 anzunehmen und die Ziffern 2 und 3 abzulehnen. Ebenfalls für die Ablehnung der Ziffern 2 und 3 spricht der Umstand, dass auch die Finanzkontrolle in ihrem Bericht zum Jahresabschluss 2013 bereits auf dieses Thema eingegangen ist. In diesem Sinn wurde das ebenfalls schon behandelt.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich nehme es vorweg: Die grüne Fraktion wird den Vorstoss in der nun vorliegenden Form unterstützen – der Motionär hat nun ja Ziffer 2 in ein Postulat gewandelt. Vielleicht trotzdem nochmals etwas dazu, was der eigentliche Inhalt des Vorstosses ist. Wir wissen alle, hinter dem ominösen Wort HRM2 verbirgt sich einiges. Es geht um ein neues

Rechnungslegungsmodell für unsere Rechnung. Damit soll eine Standardisierung und Vergleichbarkeit mit anderen Kantonen oder Gemeinwesen ermöglicht werden. Aus dieser Sicht sind wir der Meinung es sei wichtig, dass der Kanton Bern dies einführt, und zwar so rasch als möglich. In Zusammenhang mit der Diskussion und der Informatiküberprüfung hat man aber tatsächlich festgestellt, dass der Kanton Bern im Bereich Informatik gewisse Probleme hat, die man nun genau anschauen muss. Warum macht ein solches neues Rechnungslegungsmodell Sinn? Ein Punkt, der relevant ist – und das ist nicht neu, das hat man in interkantonalen Vergleichen seit längerem beobachten können – ist, dass der Kanton Bern seine Vermögen in den Büchern unterbewertet hat. Solche Unterbewertungen führen dazu, dass man buchhalterisch mehr Schulden ausweist. Die grüne Fraktion ist daher sehr gespannt zu sehen, wie die Finanzen des Kantons Bern dann nach dem neuen Rechnungslegungsmodell genau aussehen werden. Denn dann – das wäre dann «state of the art» – wird die Vergleichbarkeit mit anderen Gemeinwesen gegeben sein. Das werden wir mit Interesse zur Kenntnis nehmen.

Die Motion verlangt eigentlich nur eines: Man will genau wissen, was eigentlich passiert, welches die Konsequenzen sind, wenn HRM2 jetzt noch nicht eingeführt wird. Das ist unserer Meinung nach für die Fragen, die jetzt anstehen – es wird ja jetzt um den Voranschlag und die mittelfristige Finanzplanung gehen – von grossem Interesse. Aus dieser Sicht unterstützen wir den Vorstoss. Trotzdem erlaube ich mir noch eine Bemerkung zur Form dieser Motion. Es ist eine spezielle Motion, weil sie sich direkt an uns, an den Grossen Rat, richtet. Eigentlich wäre es wahrscheinlich auch möglich gewesen, die inhaltlichen, materiellen Fragen der Motion, also insbesondere Ziffer 1, direkt dem Regierungsrat zu stellen. Denn eigentlich wäre er die richtige Auskunftsstelle, die einschätzen kann, welches die genauen Konsequenzen der verspäteten Einführung sein werden. Wir hoffen aber, dass es trotzdem möglich sein wird, die richtigen sachlichen Fakten hier auf dem Tisch zu haben, damit wir diese in die weiteren finanzpolitischen Diskussionen werden einfließen lassen können. Wie gesagt unterstützt die grüne Fraktion die Motion und auch das Postulat.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Dass HRM2 nicht wie geplant auf 1. 1. 2015 eingeführt werden kann, ist bekannt, und es ist ja bereits das zweite Mal, dass der Einführungstermin verschoben wird. Die Gemeinden müssen an ihrem Einführungstermin festhalten, und das stösst nicht immer auf Verständnis, wenn der Kanton selber seinen Termin nicht einhalten kann. Die Motion von Herrn Aebersold beinhaltet drei Punkte. Erstens: die Folgen der verspäteten Einführung von HRM2 seien aufzuzeigen, insbesondere bezüglich Budgetierung, Finanzplan, Pensionskassen, Schuldenquoten, Konsequenzen auf Gemeindefinanzen etc. Die FiKo hat sich ja bereit erklärt, dieses Anliegen des Büros des Grossen Rats entgegenzunehmen und dem Grossen Rat darüber Bericht zu erstatten. Die SVP-Fraktion unterstützt mehrheitlich den Antrag des Büros des Grossen Rats und der FiKo, deshalb bitte ich Sie um Annahme von Ziffer 1. Ziffern 2 und 3 lehnt die SVP-Fraktion einstimmig ab. Weitere Prüfungen hinsichtlich des Problems mit dem System FIS durchzuführen und weitere Abklärungen zu machen, wann die FiKo und der Regierungsrat über die Verschiebung der Einführung von HRM2 informiert worden sind, erachtet die SVP-Fraktion als nutzlos. Unsere Fraktion unterstützt also den Antrag des Büros des Grossen Rats und der FiKo, und ich bitte Sie, dies ebenfalls zu tun: Ziffer 1 Annahme, Ziffern 2 und 3 Ablehnung.

Anita Luginbühl-Bachmann (PBD). Auch die BDP-Fraktion nahm mit Erstaunen Kenntnis vom seltsamen Weg, den diese Motion genommen hat. Bereits im Geschäftsbericht der FiKo, den wir in der Junisession verabschiedet haben, war die Einführungsverzögerung von HRM2 ein Thema. Die FiKo unterstützte bereits damals das Vorgehen des Regierungsrats und gewichtete die ordentliche Abwicklung der Geschäfte höher als die datierte Einführung des neuen Rechnungslegungsmodells HRM2. Wir wissen alle, wie schwierig und aufwändig es ist, System- und Programmwechsel innerhalb einer bestehenden IT-Lösung bei laufendem Betrieb vorzunehmen. Bereits in einem kleinen KMU-Betrieb kann das zu einem Unterbruch der Arbeit während Stunden führen und hat somit bereits dort nicht zu unterschätzende Folgen. Der Regierungsrat hat im April 2014 entschieden, dass bei der Einführung von HRM2 keine grösseren Pannen geschehen und insbesondere die Ordnungsmässigkeit der Rechnungsabschlüsse nicht gefährdet werden sollen. Die Finanzdirektorenkonferenz empfahl die Umsetzung innerhalb von 10 Jahren. Somit liegt der Kanton auch mit der Verzögerung im allgemeinen vorgesehenen Zeitplan. Innerhalb der gesamten Diskussion zur Pensionskassensanierung war die Einführung von HRM2 ein wesentlicher Teil. Die neue Rechnungslegung wird für den Kanton Bern und auch für sämtliche Gemeinden sicher Konsequenzen haben. Auch das Wissen um die Folgen der Verzögerung in den unter Punkt 1

aufgelisteten weiteren Themen kann nicht nur für den Rat ganz sicher von Interesse sein. Deshalb unterstützt die BDP Punkt 1. Die Punkte 2 und 3 lehnen wir jedoch ab, sowohl als Motion wie auch als Postulat. Der Gesamtregierungsrat hat – weil man frühzeitig erkannte, dass es unter Umständen zu Pannen und folgenschweren Schäden kommen könnte – im entscheidenden Moment reagiert und das Geschäft eben nicht um jeden Preis durchgezwungen. Eigentlich, Michael, sollten wir dem Regierungsrat für sein vorausschauendes Handeln danken, anstatt jetzt mittels der beiden Punkte 2 und 3 auf einzelne Personen zu schießen.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Die EVP empfiehlt hier einen sachdienlichen Umgang mit dieser Frage, und keine Polemik. Klar ist es unschön, wenn HRM2 im Kanton nicht zeitgleich mit den Gemeinden eingeführt werden kann. Und natürlich ist es auch unschön, wenn nach langer Vorbereitungszeit kurz vor der Einführung eine Zusatzschleife eingelegt werden muss. Der EVP ist es aber wichtig, trotzdem zu anerkennen, dass eben die Notwendigkeit dieser Zusatzschleife rechtzeitig erkannt wurde und diese nun auch mit allen Konsequenzen durchgeführt wird. Da haben die Finanzdirektion und die Leute von der Verwaltung eben rechtzeitig erkannt, dass man noch nicht soweit ist, und um wachsenden Schaden zu verhindern, sind die richtigen Massnahmen eingeleitet worden. Die FiKo wurde verschiedentlich über den Prozess von HRM2 informiert und wird die Thematik auch im Budgetprozess weiterverfolgen. Wir als Ratsmitglieder haben zudem die Möglichkeit der Info-Schulung am nächsten Montag. Dort werden wir weitere Informationen über HRM2 bekommen können. Eine sachliche Weiterverfolgung dieser Thematik rechtfertigt für die EVP nie und nimmer eine parlamentarische Untersuchung. Und genau eine solche würden wir auslösen, wenn wir die Ziffern 2 und 3 annähmen. Deshalb empfiehlt Ihnen die EVP, die Ziffern 2 und 3 abzulehnen.

Ob neben dem ordentlichen Verfahren noch ein zusätzlicher Bericht nötig ist, können wir mit Ziffer 1 bestimmen. Wir von der EVP sagen: Man kann, aber man muss nicht. Die FiKo ist ohnehin gefordert, den Budgetprozess sachdienlich vorzubereiten und die nötigen Informationen zu liefern.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion schlägt Ihnen vor, hier so abzustimmen, wie es der Motionär vorgeschlagen hat, nämlich die Punkte 1 und 3 als Motion und Punkt 2 als Postulat zu überweisen. Es wurde gesagt, der Regierungsrat habe vorausschauend gehandelt. Man kann sich das natürlich schon so zurechtbiegen, dass er vorausschauend gehandelt hat. Aber man hätte natürlich frühzeitiger dafür sorgen müssen, dass dieses Monsterprojekt so aufgegleist wird, dass es tatsächlich auf den festgelegten Zeitpunkt hin umgesetzt werden kann. Man hätte vorausschauend planen müssen. Offenbar hatte man es zu wenig detailliert untersucht, um dies zustande zu bringen. Die SVP-Sprecherin hat es vorhin gesagt: Die Gemeinden haben wir auch beauftragt, HRM2 auf den 1. 1. 2016 umzusetzen. Ich bin gespannt, was das AGR sagt, wenn die Gemeinden dann noch nicht so weit sind und mehr Zeit benötigen. Es nimmt mich wunder, wie der Kanton reagiert, wenn dann eine Gemeinde dieselben Argumente anführt wie der Kanton. Deshalb unterstützen wir den Vorstoss so, wie ich es einleitend sagte.

Die Folgen der verspäteten Einführung von HRM2 soll man dem Grossen Rat aufzeigen. Das muss kein riesengrosser Bericht sein, man soll aber aufzeigen und uns sagen, was letztlich die Folgen der Verschiebung um zwei Jahre sein werden. Vielleicht könnte man so ja die Schuldenbremse auf der Investitionsrechnung umgehen. Das ist auch eine offene Frage: ob die Schuldenbremse noch greift, wenn wir dann dank HRM2 die entsprechenden Aufwertungen haben. Das würde mich brennend interessieren und auch, welches die Auswirkungen von HRM2 auf die Abschreibungen in den kommenden zwei Jahren wären. Das sollte man dem Grossen Rat auch einmal aufzeigen. Ich weiss nicht, ob dies kommenden Montag an der Kurzschulung von Herrn Engel bereits gesagt werden kann. Wie gesagt, das Hauptargument ist klar. Der Bericht soll nur schon deshalb gemacht werden, damit wir den Gemeinden gegenüber signalisieren können, dass der Grosse Rat, der gesagt hat, die Gemeinden müssten HRM2 auf den 1. 1. 2016 einführen, auch dem Regierungsrat sagt: So geht es nicht, wir wollen klare Antworten, welches die Auswirkungen sind. Das ist ein Zeichen an die Gemeinden, damit wir diesen auch wieder in die Augen sehen können. Deshalb bitte ich Sie, die Punkte 1 und 3 als Motion zu unterstützen und Punkt 2 als Postulat.

Adrian Haas, Berne (PLR). Die FDP-Fraktion nimmt die Motion in Punkt 1 an und lehnt die Punkte 2 und 3 ab. Wir sehen natürlich ein wenig die Hintergründe der Motion. Wenn es einem nämlich nur darum gegangen wäre, die Fragen zu HRM2 beantwortet zu bekommen, dann hätte man diese ja auch an die Finanzdirektion richten können. Das hat man aber bewusst nicht gewollt. Wir spüren

hier ein wenig das Motto heraus. Es ist ja lustig, dass derselbe Fraktionschef im Zusammenhang mit der Asylzentren-Beschaffung bezüglich Hans-Jürg Käser sagte – ich zitiere aus der Zeitung: «Ich schiesse normalerweise gerne gegen Käser, aber in der jetzigen Situation hat er das einzig Richtige getan.» Er schiesst also gerne gegen Regierungsräte, und offensichtlich schiesst man auch hier gern gegen Regierungsräte; diesmal soll es die Finanzdirektorin treffen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, als Parlament sollten wir langsam damit aufhören, immer das Haar in der Suppe zu suchen und wenn bei der Regierung einmal etwas nicht ganz optimal gelaufen ist, gleich die Flinte hervorzuholen und zu versuchen, auf sie zu schiessen – und möglichst noch eine parlamentarische Untersuchung vom Zaun zu reissen. Es ist nicht unsere Aufgabe, die Verwaltung zu führen. Unsere Aufgabe ist es, die Aufsicht über die Verwaltung zu haben, aber wir müssen nicht jedes Mal irgendwelche Schuldige zu konstruieren versuchen und Sonderprüfungen durchführen. Dies vor allem dann nicht, wenn es unverhältnismässig wäre, wie im vorliegenden Fall. Ich bitte Sie, die Punkte 2 und 3 abzulehnen. Den ersten Punkt kann man in der Finanzkommission gern darstellen.

Hannes Zaugg-Graf (pvl). Zu meinem Vorredner: Das wäre wohl auch etwas, das man zitieren dürfte, wenn es beim nächsten Mal darum geht, dass die bürgerliche Seite der links-grünen Regierung «a Charre fährt». Das müsste man sich also auch gleich merken, und das wird hier im Protokoll festgehalten. Wie es die meisten Vorredner taten, wird auch die grün-liberale Partei den ersten Punkt befürworten und die Punkte 2 und 3 ablehnen; Punkt 2 lehnen wir ebenfalls als Postulat ab. Das hat damit zu tun, dass wir nicht möchten, dass HRM2 letztlich zum Flughafen Berlin wird für unseren Kanton, indem man immer wieder mit neuen Terminen kommt und es immer weiter hinausschiebt. Wir möchten, dass die Kräfte jetzt möglichst auf das konzentriert werden, was wir wollen. Adrian Wüthrich hat etwas gesagt, was ich mir auch notiert habe: Auch mich nimmt sehr wunder, wie die entsprechenden Leute reagieren werden, wenn die Gemeinden damit kommen, und das betrifft nicht nur HRM2; als Gemeinde muss man häufig sehr schnell reagieren, aber der Kanton lässt sich dann Zeit. Mich nähme auch wunder, wie der Kanton reagiert, wenn eine Gemeinde kommt und sagt: Wir sind jetzt halt auch noch nicht bereit, wie der Kanton. Das ist eine interessante Frage, die man diesem Fragenkatalog vielleicht noch hätte anhängen können.

La présidente. Y a-t-il encore des porte-parole de groupe? – Ce n'est pas le cas. Y a-t-il des intervenants à titre personnel? – Ce n'est pas le cas. La liste est donc close. C'est à vous M. Schneiter.

Alfred Schneiter (UDF). Ich habe die Voten der verschiedenen Fraktionssprecher gehört und irgendwo frage ich mich, ebenso wie meine Fraktion es tut: Wo liegt eigentlich das Problem? HRM2 wird ohnehin eingeführt. Ob es nun so weltbewegend ist, wenn dies etwas früher oder etwas später geschieht? Wie gesagt wurde, kommt das wohl etwas auf den Goodwill an. Punkt 1 kann man aus der Sicht der EDU zustimmen, muss man aber nicht einmal, denn die FiKo ist dort ja ohnehin daran. Die anderen Punkte lehnen wir ab. Noch etwas zu den Gemeinden. Natürlich ist es unschön, wenn sich der Kanton nicht an den Termin hält, und die Gemeinden sollen dies dann tun. Aber ich habe etwas Interessantes festgestellt. Die Gemeinden sind teilweise sehr interessiert daran, HRM2 möglichst schnell einzuführen. Dies, weil sie darin gewisse Vorteile sehen, gerade im Abschreibungsbereich, die das Budget oder den Finanzplan entlasten. Ob das also wirklich so schlimm ist, kommt wohl etwas auf die Sicht des jeweiligen Finanzverwalters an, ob er dies gerne tut oder nicht. Dies nur als Nebenbemerkung.

La présidente. Le porte-parole de cette motion ne veut plus prendre la parole. Nous allons passer au vote. Je vous rappelle qu'il s'agit d'une motion à trois points et que le point 2 a été transformé en postulat. Nous allons donc voter point par point. Ceux qui acceptent le point 1 de cette motion disent oui, ceux qui le refusent disent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 136

Non 7

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté le point 1 de cette motion. Nous passons au point 2 qui a été transformé en postulat. Ceux qui acceptent le point 2 sous forme de postulat disent oui, ceux qui refusent disent non.

Vote (ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 47

Non 89

Abstentions 3

La présidente. Vous avez refusé le point 2 de cette motion. Nous passons au point 3. Ceux qui acceptent le point 3 sous forme de motion disent oui, ceux qui refusent disent non.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 48

Non 91

Abstentions 4

La présidente. Vous avez refusé le point 3.